

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 31 mars 2025

Le ministre des Finances brésilien était à Paris pour un dialogue économique et financier de haut niveau avec son homologue français

Instauré après la visite du Président Emmanuel Macron au Brésil en mars 2024, le premier dialogue économique s'est tenu à Paris le 1^{er} avril sous l'égide des ministres Éric Lombard et Fernando Haddad. L'objectif : renforcer la coopération et avancer sur des projets concrets, notamment en matière de transition écologique.

Les États-Unis imposent des droits de douane réciproques de 10% au Brésil

Le président Trump a instauré des droits de douane réciproques supplémentaires pour plus de 180 pays, dont le Brésil qui se voit appliquer le taux le plus faible. En réaction, le gouvernement brésilien condamne cette mesure et adopte une loi de réciprocité commerciale.

Le chômage atteint 6,8% en février

Il est en hausse de 0,7 p.p sur le trimestre, après avoir terminé 2024 à son plus bas niveau historique. Néanmoins, le marché du travail reste relativement résilient et la création nette d'emplois formels a une fois de plus dépassé les attentes, renforçant l'idée d'un ralentissement progressif du marché du travail et, par conséquent, de l'activité économique.

Graphique de la semaine : Evolution du résultat primaire du gouvernement central

LE CHIFFRE A RETENIR :

**31,7 Md
BRL**

Le déficit du gouvernement central en février, soit le meilleur résultat jamais enregistré pour ce mois et un déficit inférieur aux attentes du marché (-38 Md BRL) (*Tesouro Nacional*)

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,3%	+9,2%	131 190
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+1,9%	-14,7%	183
Taux de change USD/BRL	-1,6%	-8,4%	5,66
Taux de change €/BRL	+1,0%	-2,3%	6,27

Note : Données du jeudi à 9h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Le ministre des Finances brésilien était à Paris pour un dialogue économique et financier de haut niveau avec son homologue français

Le mardi 1^{er} avril s'est tenu à Paris le premier Dialogue économique et financier de haut niveau entre la France et le Brésil. Instauré à la suite de la visite d'Etat du Président Emmanuel Macron au Brésil en mars 2024, **cette réunion a permis de renforcer et structurer le partenariat stratégique entre les deux pays, sur des sujets de priorité commune.**

Dans le contexte international de tensions géopolitiques croissantes, la France et le Brésil cherchent à renforcer leur coopération économique dans une logique de résilience, mais aussi faire entendre une voix équilibrée, et affirmer leur ambition commune en matière de **transition écologique**, notamment dans la perspective de la COP30.

Les ministres **Éric Lombard**, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique de la France, et **Fernando Haddad**, ministre des Finances du Brésil, ont ouvert les travaux. **Structuré en quatre sessions** [voir détail ci-après] ce dialogue a réuni des représentants des deux ministères, d'autres institutions gouvernementales, et des acteurs économiques clés. Il a permis aux deux parties de **présenter en détail leurs initiatives et réflexions sur ces enjeux.**

Les deux ministres ont insisté sur la **nécessité de bâtir cette relation sur des projets concrets** et de ne pas se

cantonner à des discours formels. Dans cette optique, **un mécanisme de suivi sera mis en place pour vérifier la bonne effectivité des engagements.** Un premier bilan de ces travaux pourra être dressé à l'occasion de la visite du Président Lula en France début juin, pour le Sommet sur les Océans à Nice. **La prochaine édition du dialogue se tiendra ensuite à Brasilia en 2026**, avec l'idée de faire de cette rencontre de haut niveau un rendez-vous régulier.

Le dialogue était structuré en quatre sessions de travail :

- **La première session a porté sur les grandes orientations de politiques économiques de chaque pays.** La France a présenté le programme « France 2030 », la simplification administrative et le soutien à l'innovation. Le Brésil a exposé son Plan de Transformation Écologique, sa réforme fiscale incluant la création d'une TVA et ses mesures de modernisation économique. **Fiscalité, prévisibilité réglementaire et soutien à l'investissement ont été identifiés comme des leviers essentiels pour accompagner les entreprises.**
- **La deuxième session a mis l'accent sur la convergence franco-brésilienne dans des dossiers multilatéraux,** tels que la fiscalité internationale, les avancées du cadre commun du G20 pour le traitement de la dette, ainsi que sur la gouvernance des banques multilatérales de développement. Des initiatives telles que la Task Force pour des prélèvements de solidarité globale, et une coopération en matière de fiscalité équitable ont été mises en avant. Le Brésil a également présenté les objectifs de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, tandis que la France a réaffirmé son engagement en faveur des clauses

de résilience climatique dans les contrats de dette.

- **La troisième session a été consacrée aux outils de financement durable, en vue de la COP30 à Belém en novembre 2025.** Les initiatives brésiliennes de plateforme d'investissement pour la transformation écologique (BIP), le dispositif Eco Invest Brasil, et le mécanisme Tropical Forest Forever Facility (TFFF) ont été détaillés. La France a, de son côté, présenté des travaux sur l'intégration des marchés carbone, la taxonomie verte, et la stratégie de décarbonation des chaînes de valeur industrielles. Les deux pays entendent **promouvoir ensemble des instruments de financement durable innovants et renforcer leur coopération dans les instances internationales.**
- **La dernière session s'est concentrée sur les secteurs prioritaires, à fort potentiel de coopération et complémentarité.** En particulier le financement de projets d'énergie bas carbone, d'infrastructures numériques, de transports urbains durables, de minerais critiques, et de bioénergie pour les transports. La France a mis en avant **le rôle et l'ambition de l'AFD pour accompagner la transition verte.**

Les États-Unis imposent des droits de douane réciproques de 10% au Brésil

Le président américain Donald Trump a annoncé ce mercredi 2 avril l'instauration de droits de douane réciproques, désignant cette journée comme le « *Liberation Day* ». Selon son administration, ces nouveaux tarifs visent à aligner les droits de douane sur les importations américaines en fonction des barrières tarifaires et non tarifaires imposées aux exportations américaines par les autres pays. Les taux appliqués commencent à 10% pour toutes les importations et peuvent atteindre 50% pour les pays considérés comme des « *bad actors* »¹. **Le Brésil sera soumis à un tarif réciproque de 10% dès le 5 avril**². Aucune nouvelle taxe sectorielle (bois de construction, produits pharmaceutiques et semi-conducteurs) n'a été annoncée, malgré les menaces de Donald Trump d'en instaurer prochainement.

Ces nouveaux droits de douane correspondent à des tarifs supplémentaires et s'ajouteront donc, sauf exemptions, aux droits de douane déjà en vigueur ou annoncés. Depuis son retour à la présidence, Donald Trump a déjà imposé une taxe globale de **25% sur l'acier et l'aluminium** (en vigueur depuis le 12 mars) (voir [brèves du 10 février 2025](#)) et annoncé un droit de douane de **25% sur les importations d'automobiles et de leurs composants**, applicable à partir du 3 avril.

Le gouvernement brésilien a vivement réagi à l'annonce de nouveaux droits de douane américains de 10% sur toutes

¹ Des pays comme la Chine, le Vietnam et le Cambodge se sont vu imposer des droits de douane dépassant 45% sur leurs exportations vers les États-Unis.

² Quelques jours avant le discours de Donald Trump, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) avait publié un rapport de 397 pages sur la dynamique des droits de douane avec les partenaires commerciaux. Dans ce rapport, l'administration américaine décrit le Brésil

comme imposant des droits de douane relativement élevés sur les importations, notamment dans les secteurs de l'automobile, les pièces automobiles, les technologies de l'information et l'électronique, les produits chimiques, les plastiques, les machines industrielles, l'acier, ainsi que les textiles et l'habillement. Selon l'USTR, **le taux douanier moyen appliqué par le Brésil sur les importations en provenance des États-Unis est de 11,3%, contre 2,2% appliqués jusqu'à présent par les États-Unis.**

les exportations brésiliennes vers les États-Unis. Qualifiant cette décision de violation des engagements pris par les États-Unis auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les autorités brésiliennes ont affirmé qu'elles évaluent toutes les options possibles pour garantir la réciprocité dans les relations commerciales bilatérales. Parmi ces options figure **un éventuel recours à l'OMC pour défendre les intérêts nationaux.** Parallèlement, **le Congrès brésilien a accéléré l'adoption d'une Loi de réciprocité³,** qui autorise le pays à ajuster ses propres tarifs en réponse aux barrières commerciales et environnementales imposées unilatéralement par d'autres nations. Adopté à l'unanimité par le Sénat (70 voix pour, aucune contre), le texte a été rapidement approuvé par la Chambre des députés après le discours de Trump. **Sa promulgation par le président Lula est attendue sous peu, le gouvernement ayant fait de son adoption une priorité.** Le gouvernement brésilien a également annoncé qu'il consulterait le secteur privé pour définir la meilleure stratégie de riposte et protéger les producteurs nationaux.

En parallèle, les analystes du marché brésilien jugent que la taxe de 10% sur les produits brésiliens constitue un scénario moins défavorable que prévu, le marché anticipant initialement un taux de 15%. **Ils relèvent par ailleurs plusieurs effets positifs** de ces nouveaux tarifs : i) une hausse de la demande chinoise pour les produits agricoles brésiliens, la Chine cherchant à compenser l'augmentation des droits de douane américains, ii) un renforcement des investissements

chinois dans les infrastructures brésiliennes, iii) des tarifs plus modérés pour le Brésil que pour d'autres pays, ce qui pourrait limiter le risque commercial et favoriser un afflux de capitaux hors des États-Unis. **Toutefois, un rapprochement excessif avec la Chine pourrait provoquer des tensions avec Washington,** et une guerre commerciale prolongée risquerait de peser sur l'économie mondiale. **Un ralentissement économique aux États-Unis et une baisse des prix des matières premières pourraient notamment affecter les actifs risqués, y compris au Brésil.**

Le chômage atteint 6,8% en février

Le taux de chômage est en hausse et atteint 6,8% en janvier⁴, en ligne avec les prévisions de marché, après avoir terminé 2024 à son niveau le plus bas de la série historique initiée en 2012, selon les données de l'Institut brésilien de statistiques (IBGE). Le taux a augmenté de 0,7 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent⁵ (6,1%) et de 0,3 p.p. par rapport à janvier (6,5%), mais est en recul de 1 p.p. en comparaison annuelle (7,8%). Ce résultat est le plus bas enregistré pour un mois de février depuis le début de la série. **Le nombre de chômeurs s'établit désormais à 7,5 M, soit une hausse de 10,4% par rapport au trimestre précédent, mais une diminution de 12,5% par rapport à 2023 (8,5 M).** La hausse s'explique aussi par des variables saisonnières avec une période de licenciements plus importante au cours des premiers mois de l'année.

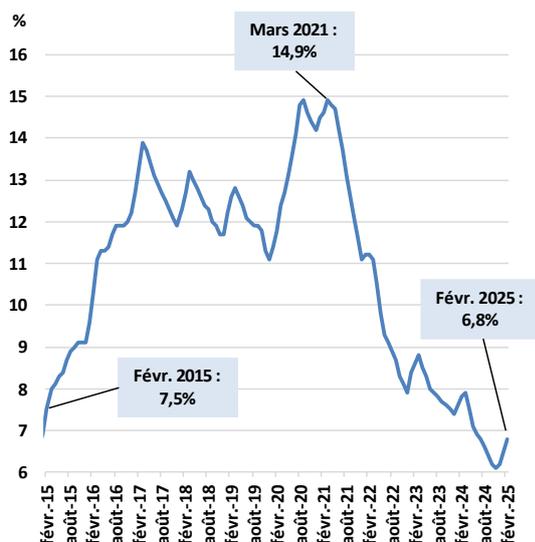
³ Projet de loi 2088/2023. La loi permettra au gouvernement d'appliquer des taxes, redevances ou restrictions sur les importations en provenance d'un pays, de suspendre des concessions commerciales ou

d'investissement, et de suspendre des concessions liées aux droits de propriété intellectuelle.

⁴ Trimestre se terminant en février (décembre 2024 – janvier 2025 – février 2025).

⁵ Trimestre se terminant en novembre 2024 (septembre 2024 – octobre 2024 – novembre 2024)

Taux de chômage (% , trimestriel)



Source : IBGE

La population active a elle aussi diminué sur le trimestre (-1,2%), atteignant désormais 102,7 M de travailleurs, contre 103,9 M au trimestre précédent, soit 58% de personnes occupées dans la population en âge de travailler.

Le revenu annuel moyen du travail, toutes catégories d'emploi confondues, s'est élevé à 45 603 BRL en février (7 273 EUR), soit une progression de 3,6% en termes réels par rapport à l'année précédente (44 010 BRL). La masse salariale est restée stable sur le trimestre et a augmenté de 6,2% en glissement annuel, atteignant 342 Md BRL en janvier.

Dans le secteur formel de l'économie, 432 000 emplois ont été créés en février 2025, soit un niveau trois fois supérieur au mois de janvier et près de deux fois supérieur aux prévisions du marché (242 500), un record de série selon le [Registre général des travailleurs et des chômeurs](#) (CAGED). Il s'agit également d'une hausse de +40,3% par rapport à février 2024, durant lequel le marché du travail formel avait enregistré une création nette de 308 000 emplois.

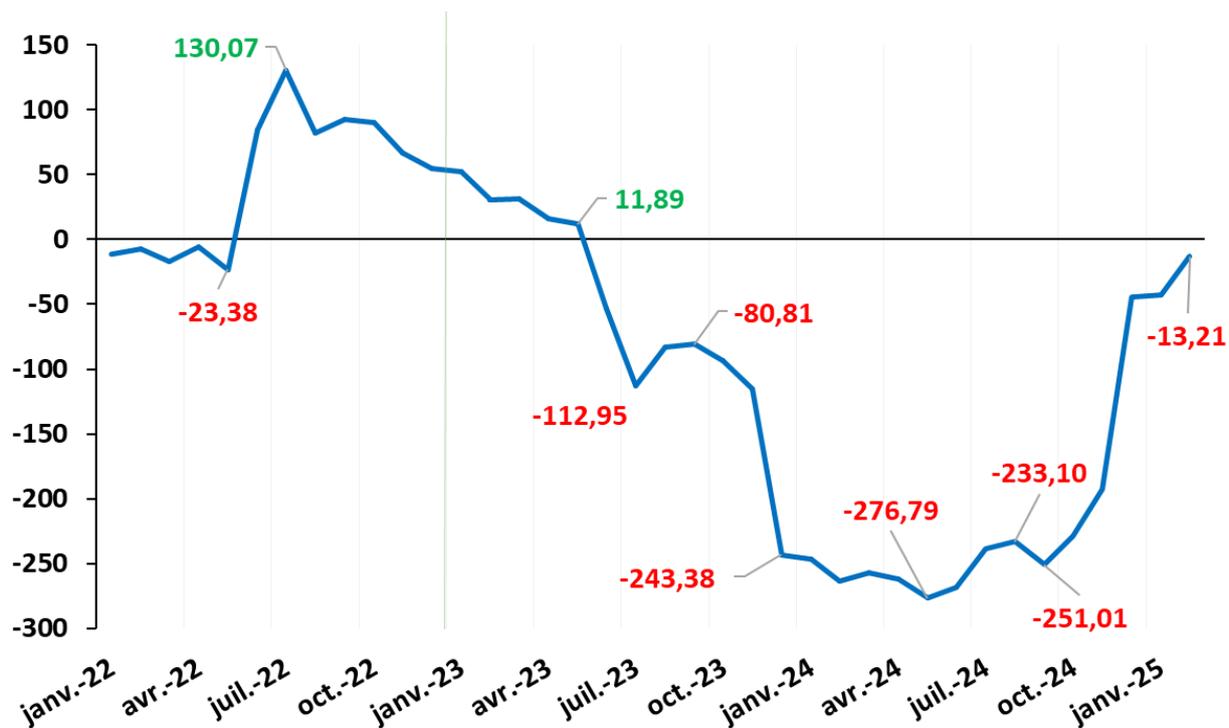
Par secteur, tous les principaux secteurs ont enregistré une augmentation de la création d'emplois, notamment dans les services (+254 812 sur le mois) avec une hausse de la création d'emplois de +1,1% par rapport à février 2024. L'industrie (+69 884), le commerce (+46 587), la construction (+40 871), et l'agriculture (+19 842) ont également affiché des chiffres positifs et ont été supérieurs à ceux de février 2024. **Par région**, le Sudeste du pays a été le principal moteur de l'emploi formel (+228 432), suivi du Sud (+99 966) et du Centre-Ouest (+45 657).

Les données du marché du travail continuent de mettre en évidence un dynamisme soutenu de l'emploi, créant un environnement propice à l'expansion de la consommation. Cela suggère que le processus de ralentissement économique, résultant de la hausse des taux d'intérêt décidée par le BCB depuis septembre, devrait se dérouler de manière **relativement graduelle**.

* * *

Graphique de la semaine

Résultat primaire mensuel du gouvernement central cumulé sur 12 mois (en Md BRL)



Le résultat du gouvernement central comprend celui du Trésor National, de la Banque Centrale du Brésil, ainsi que du régime des retraites (*Previdência Social*).

Source : Tesouro Nacional

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Antoine Smeekaert (Stagiaire).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr